

## ES DE LA SEMAINE

### nutent de 80%

qu'île d'Arvert, l'alerte  
des consommateurs.



Oléronais Cyril Pain rapporte un manque à gagner  
ordre de 80%. © Archives D. L.

... les  
... naine  
... s sur-  
... tives.  
... ment  
... rmés  
... uvert  
... mais  
... des

Daniel Coirier se dit d'ailleurs  
« relativement inquiet pour la suite  
», tout en espérant que les consom-  
mateurs retrouveront rapidement  
leurs bonnes habitudes. « Il va fal-  
loir » ramer « sur les marchés pour  
leur faire comprendre qu'il n'y a au-  
cun risque, que si nous sommes là,  
c'est que nos huîtres sont irrépro-  
chables », ajoute Cyril Pain. ■

David Labardin

### LE CHIFFRE

# 10 millions

Le montant en euros du coût des travaux  
pour l'extension du Port-Chenal, sur la commune  
de La Tremblade. Un chantier financé à part  
égale par le Département de la Charente-Maritime  
et la Communauté d'agglomération  
Royan Atlantique.

Un port de plaisance qui comptera  
115 anneaux au total.

### Un observatoire sur l'agribashing

En réponse à la stigmatisation des activités agricoles,  
d'élevage et de vente de produits issus de ce secteur,  
communément appelée « agribashing », le Gouvernement a  
souhaité une mobilisation de l'ensemble des acteurs sur les  
territoires.

A ce titre, Nicolas Basselier, préfet de la Charente-Maritime a  
installé un observatoire départemental de l'« agribashing »,  
ce mardi 14 janvier en préfecture.

Cette instance réunit la chambre d'agriculture, les organisa-  
tions syndicales agricoles, le groupement de gendarmerie  
départementale, les services de police et la direction départe-  
mentale des territoires et de la mer.

Cet échange a permis :

- de déterminer des modalités de remontée d'information  
de l'ensemble des faits recensés par la profession vers les  
forces de l'ordre ;
- de communiquer sur le dispositif de prévention, reposant à  
l'échelon local d'une part sur des patrouilles de la Gendarme-  
rie, et d'autre part sur les référents sûreté susceptibles d'ap-  
porter un appui en matière de sécurisation des exploitations.

Une prochaine réunion de l'Observatoire est programmée au  
mois de juin, afin de suivre l'évolution du phénomène dans le  
département.